

Introduction

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure de la performance économique d'un pays ou d'une région la plus communément utilisée. Ce chiffre permet une analyse de l'évolution dans le temps et une comparaison des régions entre elles; il peut aussi faire l'objet de prévisions. Le PIB est donc un outil précieux de mesure et d'aide à la planification pour les entreprises et les collectivités publiques.

En Suisse, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) publient un PIB pour l'ensemble du pays. L'OFS publie également depuis 2012 des estimations des PIB cantonaux. A l'heure actuelle, ces valeurs ne couvrent toutefois que les années 2008 à 2012. Et ce, alors qu'un PIB romand est publié depuis 2008 par les banques cantonales des six cantons romands, en collaboration avec le Forum des 100 de «L'Hebdo». Il mesure de manière agrégée l'évolution de la conjoncture de la région et de ses principales branches. Les valeurs historiques remontent jusqu'à 1997 et sont accompagnées de prévisions pour l'année en cours et l'année suivante.

Le PIB romand pour 2014 et les années précédentes ainsi que les prévisions pour 2015 et pour 2016 ont été calculés en mars et avril 2015 par l'Institut Créa de macroéconomie appliquée de la Faculté des HEC de l'Université de Lausanne, sur mandat des banques cantonales des six cantons romands. En voici les points essentiels.

En 2014, la Suisse romande affiche

- un PIB nominal de 155,2 milliards de francs
- un poids d'un quart (24,0%) du PIB suisse
- un PIB en hausse de 2,1% en termes réels (corrégés de l'inflation)
- une dynamique économique en ligne avec celle de l'ensemble de la Suisse

En 2015, le PIB de la Suisse romande devrait

- poursuivre sa hausse au rythme de 0,8%
- progresser à un rythme similaire à celui du PIB suisse

En 2016, le PIB de la Suisse romande devrait

- augmenter encore de 1,4% en termes réels
- afficher un rythme de croissance un peu plus bas que celui du PIB suisse

Dans ce texte et les graphiques qui l'accompagnent, la source des données relatives au PIB romand, aux PIB cantonaux et à la valeur ajoutée des branches est le Créa, tandis que les données relatives à la croissance suisse sont celles du SECO et de l'OFS. Pour la croissance européenne et mondiale, les valeurs utilisées sont celles de la Commission européenne. Les statistiques sur le commerce extérieur sont publiées de l'Administration fédérale des douanes (AFD). Les données sur la comptabilité physique de la Suisse et de la Suisse romande proviennent du Groupe écologie industrielle, rattaché à l'Institut des dynamiques de la surface terrestre au sein de la Faculté des géosciences et de l'environnement de l'Université de Lausanne, et de l'OFS. D'autres sources sont indiquées à part, lorsque c'est nécessaire.

Les principaux résultats

*Prévisions
Sources: Créa, SECO,
Commission européenne

Le poids du franc

Croissance réelle en	2014	2015*	2016*
Suisse romande	2,1 %	0,8 %	1,4 %
Suisse	2,0 %	0,9 %	1,8 %
Union européenne	0,8 %	1,3 %	1,9 %
Monde	3,3 %	3,6 %	4,0 %

Autant 2014, avec sa croissance de 2,1% en Suisse romande, s'est inscrite dans la continuité de 2013 (2,0%), autant 2015 sera marquée par un climat très différent. Les dernières prévisions de l'institut Créa portent sur une croissance de 0,8% en Suisse romande cette année, soit un rythme divisé par deux par rapport à l'an dernier.

Cette dégradation des perspectives, qui concerne aussi bien la Suisse romande que la Suisse dans son ensemble, s'explique par les effets de l'appréciation du franc par rapport à la devise européenne après l'abandon par la Banque nationale suisse (BNS) du cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro, le 15 janvier dernier. Mais cette entrée de l'économie suisse et romande dans une nouvelle zone de turbulences survient aussi dans un environnement conjoncturel international mitigé.

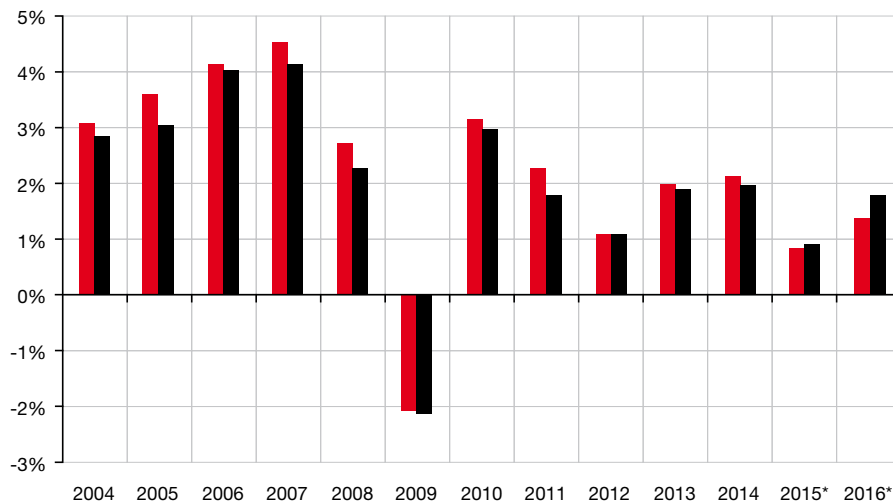
Certes, d'un côté, les Etats-Unis semblent avoir renoué avec une dynamique économique solide. Mais, de l'autre, la conjoncture dans la zone euro se révèle chroniquement plus faible qu'escompté. Et ce, même si la situation s'améliore progressivement et si la Banque centrale européenne (BCE) veut favoriser la relance avec son programme de rachat d'obligations. De plus, les économies émergentes traversent une période de croissance modérée, en raison notamment de la faiblesse des prix des matières premières.

Le ralentissement pourrait être temporaire et la croissance remonter à 1,4% en 2016, grâce à une amélioration de la conjoncture attendue dans la zone euro, à un possible allègement de la pression haussière sur le franc et à la solidité de l'économie américaine. Une certaine prudence reste cependant de mise, de multiples incertitudes et facteurs de risque étant toujours présents. Malgré l'intervention de la BCE, la conjoncture européenne pourrait rester décevante, la situation de la Grèce est toujours problématique et les foyers de tension géopolitique sont nombreux. De plus, les variations du cours du franc suisse sont difficiles à anticiper. A l'heure d'écrire ces lignes, la situation semblait s'être stabilisée et l'euro se traitait légèrement au-dessus de la parité, tandis que le dollar avait en grande partie compensé sa perte du 15 janvier et se négociait au-dessus des cours moyens de ces dernières années. Enfin, comme les années précédentes, l'économie romande bénéficie de sa diversification, de branches exportatrices souvent tournées vers des produits à haute valeur ajoutée et d'une dynamique domestique relativement robuste.

Evolution comparée des PIB romand et suisse (valeurs réelles)

■ Evolution annuelle du PIB romand
■ Evolution annuelle du PIB suisse

*Prévisions



Un quart de l'économie suisse

En termes réels (corrigés de l'inflation, aux prix de 2005), le PIB romand est passé de 152,5 milliards de francs en 2013 à 155,8 milliards en 2014 et, en données nominales, de 151,7 milliards à 155,2 milliards, selon les estimations établies par le Créa. La comparaison avec la Suisse est tendanciellement favorable depuis le début du nouveau millénaire, même si l'écart s'était resserré depuis la phase aiguë de la crise économique et financière qui a débuté en 2007-2008. La croissance romande devrait être similaire à la moyenne helvétique en 2015, mais un peu en retrait en 2016.

Grâce à cette dynamique, la Suisse romande augmente son poids dans l'économie helvétique. La hausse n'est que de l'ordre du dixième ou du centième de pour cent par année, mais la progression est régulière. Sur dix ans, de 2004 à 2014, ce poids est passé de 23,4% à 24,0%. Durant cette période, le secteur primaire a vu sa valeur ajoutée se replier en Suisse romande (-0,2% en moyenne par an), alors qu'elle a progressé sur le plan national (+0,2%). Dans le secondaire (+2,8%) et le tertiaire (+2,6%) romands, les taux de croissance annuels ont été supérieurs à la moyenne nationale (+2,3% et +2,4%, respectivement).

Mieux que les grands pays de l'UE

L'économie romande a également continué de se distinguer sur le plan européen en 2014. Avec une croissance de 2,1%, elle a été plus dynamique que l'Union européenne (UE) dans son ensemble (+1,3%) et que plusieurs des principales économies de cette dernière, l'Allemagne (+1,5%), la France (+0,4%) ou l'Italie (-0,5%). La région a aussi été plus dynamique que le Japon (+0,4%). Sa croissance s'est en revanche inscrite en retrait par rapport à celles des Etats-Unis (+2,4%) ou du Royaume-Uni (+2,6%).

Décomposition sectorielle et par branche du PIB romand (valeurs moyennes 2004-2014, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,1%
Secteur secondaire	25,1%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier...	2,9%
Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie...	6,4%
Machines, instruments, horlogerie...	8,8%
Production et distribution d'électricité et d'eau	2,1%
Construction	4,9%
Secteur tertiaire	73,8%
Commerce de gros et de détail, réparations...	15,7%
Hôtellerie-restauration	2,0%
Transports, postes, télécommunications, édition	5,3%
Activités financières et assurances	10,7%
Activités immobilières, services aux entreprises...	11,5%
Administration publique, santé, éducation, sports...	21,7%
Autres (y compris valeur locative)	7,0%



Majorité de branches en croissance

Grâce à la robustesse de l'environnement conjoncturel romand, de nombreuses branches ont bénéficié en 2014 d'une dynamique solide. Des activités tournées vers les exportations, telles que la chimie-pharma et l'industrie des machines, ou des activités plutôt axées sur la demande domestique, comme la construction ou les services financiers, ont connu une croissance rapide. Les services aux entreprises et les activités immobilières, le commerce, l'hôtellerie-restauration, ainsi que les transports et communications ont connu une année de faible croissance ou de stagnation. Mais seul le secteur primaire a vu sa valeur ajoutée diminuer.

L'année 2015 s'annonce moins favorable, mais pas catastrophique. Si certaines branches pourraient connaître un repli (l'hôtellerie-restauration, les transports et communications, ainsi que le commerce, notamment), une majorité devrait continuer de connaître une évolution positive. Dans les services aux entreprises et activités immobilières, la construction, les services financiers et l'industrie des machines, la progression devrait être mesurée, alors qu'elle pourrait être plus marquée dans le secteur public et parapublic et la chimie-pharma.

Pour 2016, si l'amélioration de la conjoncture européenne se vérifie, de nombreuses branches devraient connaître une amélioration, en particulier les services financiers, l'industrie des machines et la construction. Les services aux entreprises et activités immobilières devraient continuer de croître, à un rythme mesuré. Des difficultés sont possibles notamment dans le commerce, les transports et communications, ainsi que dans l'hôtellerie-restauration.

Evolutions et tendances pour les principales branches

	Evolutions sectorielles 2014	Tendances sectorielles 2015	Tendances sectorielles 2016
>2,5%	Activités financières et assurances Alimentation, textile, cuir, bois, papier Machines, instruments, horlogerie... Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie...	Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Alimentation, textile, cuir, bois, papier	Activités financières et assurances Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Machines, instruments, horlogerie... Construction
1,6% à 2,5%	Construction Administration publique, santé, éducation, sports...	Administration publique, santé, éducation, sports...	
0,1% à 1,5%	Activités immobilières, services aux entreprises... Commerce de gros et de détail, réparations... Hôtellerie-restauration Transports, postes et télécommunications, édition Production et distribution d'électricité et d'eau	Construction Activités financières et assurances Machines, instruments, horlogerie... Activités immobilières, services aux entreprises...	Administration publique, santé, éducation, sports... Activités immobilières, services aux entreprises... Alimentation, textile, cuir, bois, papier
<0%	Secteur primaire	Hôtellerie-restauration Transports, postes et télécommunications, édition Commerce de gros et de détail, réparations... Secteur primaire Production et distribution d'électricité et d'eau	Commerce de gros et de détail, réparations... Transports, postes et télécommunications, édition Hôtellerie-restauration Production et distribution d'électricité et d'eau Secteur primaire

Relativement peu gourmande en ressources

Plus de PIB par tonne de matières

Le principal indicateur économique traditionnel, le produit intérieur brut (PIB), mesure la richesse créée dans une région, mais qu'en est-il des ressources consommées pour y parvenir? Alors que les ressources de la planète sont limitées, cette question suscite une attention croissante et de nouveaux indicateurs sur la consommation de minéraux, d'agents énergétiques, de végétaux ou d'animaux mettent en évidence les supports à partir desquels les richesses économiques peuvent être générées.

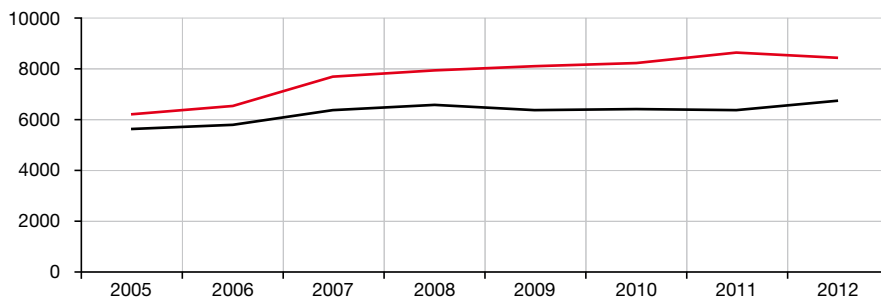
Ces indicateurs sont le pendant dans le monde physique de la comptabilité économique (ou monétaire) et sont regroupés sous le nom de comptabilité physique. Depuis quelques années, des comptabilités physiques existent pour de nombreux pays. En Suisse, des données sont publiées depuis une décennie par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Ce chapitre présente une première comptabilité physique de la Suisse romande, réalisée par le Groupe écologie industrielle (Prof. Suren Erkman et Dr Vincent Moreau) de l'Université de Lausanne (Unil) pour le compte des banques cantonales romandes.

L'économie suisse ressort des comparaisons entre pays comme plutôt peu gourmande en ressources par rapport à d'autres économies industrialisées. Or, les calculs pour la Suisse romande montrent que celle-ci l'est encore moins! Que ce soit par habitant ou par franc de PIB, la consommation directe de matières en Suisse romande est plus basse qu'en moyenne suisse. Cela signifie que, du point de vue de l'utilisation directe des ressources, la région est plus productive.

Ainsi, quand les Suisses utilisent en moyenne chaque année 11,5 tonnes de matières par habitant, les Romands en emploient pour leur part 8,4 tonnes (chiffres 2012). De même, pour chaque tonne de matières utilisée, la Suisse romande génère 8420 francs de PIB, la moyenne suisse étant de 6766 francs. Cette productivité matérielle plus élevée en Suisse romande s'explique par son économie plus tertiaisée, selon le Groupe écologie industrielle de l'Unil. Globalement, la consommation intérieure de matières de la Suisse romande s'est élevée en 2013 à 17 millions de tonnes. Celle de la Suisse dans son ensemble a représenté 92 millions de tonnes.

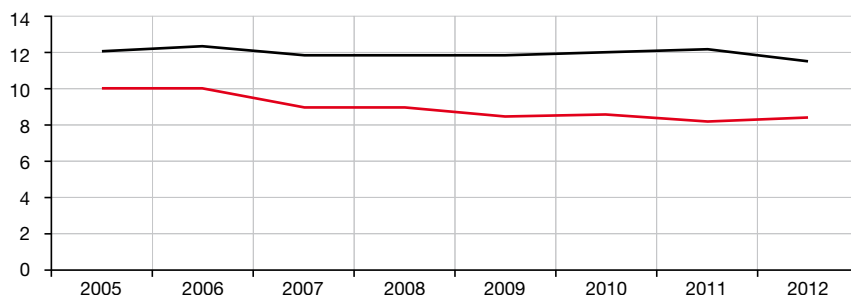
Productivité matérielle

— Suisse romande
— Suisse
En francs par tonne
Source: Unil



Consommation indigène par habitant

— Suisse romande
— Suisse
En tonnes par habitant
Source: Unil



De plus, il apparaît que la productivité matérielle augmente en Suisse romande. Cette tendance s'explique presque autant par une diminution de la consommation intérieure de matières, du fait de la tertiarisation de l'économie, que par l'augmentation du PIB romand.

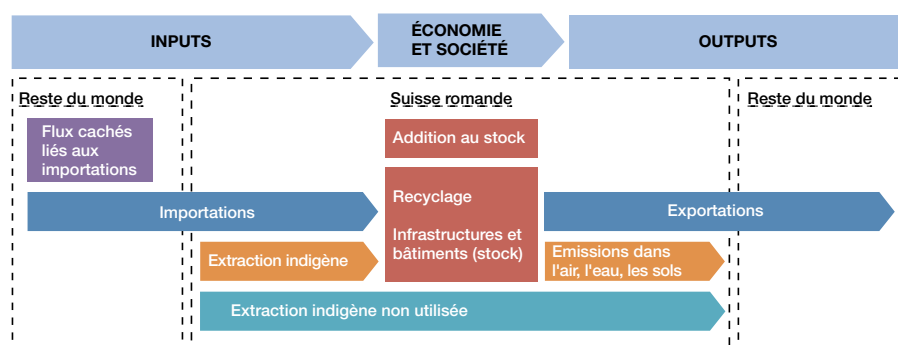
En majorité des matériaux de construction

Ces matières utilisées dans l'économie romande sont de natures diverses: produits de l'agriculture et de la sylviculture, graviers et autres minéraux, métaux, agents énergétiques, produits semi-finis et finis. La demande directe de matières, c'est-à-dire la consommation intérieure avant soustraction des exportations, est constituée d'une courte majorité de marchandises produites localement (56,2% en termes de poids en 2012) et de produits importés (43,8%).

L'extraction et la production de ressources matérielles en Suisse romande consiste principalement en sable, gravier et autres matériaux de construction ou minéraux, qui comptent pour 34,1% de la demande de matières. Les produits de l'agriculture et de la sylviculture (ou produits de la biomasse) représentent 22,1%. Dans les matières importées, les agents énergétiques (produits pétroliers, gaz, etc.) arrivent premiers (19,6%), devant les minéraux (13,2%). Produits de la biomasse (6,4%), métaux (4,1%) et produits semi-finis ou finis (0,5%) viennent ensuite. A noter que la part de ces derniers est plus élevée au niveau suisse (4,4%). Cela mis à part, la Suisse romande et la Suisse se ressemblent dans ce domaine.

Comptabilité physique dans le détail

Comme la comptabilité économique, la comptabilité physique repose sur l'analogie du fonctionnement d'un organisme. Il y a d'abord les flux entrants. Pour l'organisme, ce sont entre autres l'air, l'eau et la nourriture; pour la comptabilité économique, ce sont notamment les importations; pour la comptabilité physique, il s'agit des matières importées et de celles qui sont extraites ou produites sur le territoire: produits semi-finis ou finis, végétaux ou animaux, minéraux, énergie ou autres matières premières. Il y a ensuite une transformation interne et des flux sortants, exportations ou émissions dans la nature. A l'instar d'une comptabilité économique, les soustractions de flux entrants et sortants donnent un bilan de l'activité sous l'angle de la consommation de ressources. Le schéma ci-dessous résume cette analogie.



Source: OFS

Dans le détail, les différents flux de matières sont:

- **Extraction indigène:** matières extraites et produites sur le territoire et utilisées par l'économie.
- **Extraction indigène non utilisée:** matières extraites, produites ou déplacées qui n'entrent pas dans l'économie.
- **Importations:** matières brutes et produits manufacturés introduits sur le territoire à partir de l'étranger.
- **Addition au stock:** croissance des biens et des infrastructures résultant de la consommation de matières.
- **Recyclage:** réutilisation de matières déjà présentes sur le territoire.
- **Exportations:** matières et produits manufacturés qui sortent du territoire.
- **Emissions:** substances émises dans la nature (dans l'air, l'eau ou les déchets placés en décharge) par les activités économiques.
- **Flux cachés liés aux importations:** matières utilisées dans les pays exportateurs pour produire et transporter des matières ou des biens importés.

En termes de bilan de l'utilisation de matières, les principaux indicateurs sont:

- **Demande directe de matières** (Direct Material Input - DMI)
= Extraction indigène + Importations.
- **Consommation intérieure de matières** (Domestic Material Consumption - DMC)
= Extraction indigène + Importations – Exportations.
- **Demande totale de matières** (Total Material Requirement - TMR)
= Extraction indigène + Importations + Extraction indigène non utilisée + Flux cachés liés aux importations.
- **Balance commerciale physique** (Physical Trade Balance - PTB)
= Exportations – Importations.

Ces indicateurs peuvent eux-mêmes être combinés avec d'autres données, telles que la population ou le PIB, afin de calculer des ratios. Ainsi, la productivité matérielle peut être définie comme le rapport entre le PIB et la consommation intérieure de matières. Ces ratios permettent également des comparaisons entre pays ou régions.

En dessous de la moyenne

Un institut de recherche autrichien, le Sustainable Europe Research Institute (SERI), a calculé la consommation intérieure de matières pour 189 pays. Ces données montrent qu'environ 90% de la consommation totale sont le fait d'un groupe de 49 pays, Chine, Etats-Unis et Inde en tête (près de la moitié à eux trois). La Suisse et la Suisse romande appartiennent aux 140 pays ou territoires auxquels se rapportent les autres 10% de la consommation intérieure de matières sur la planète. Elles sont également en queue de ce classement en termes de consommation de matières rapportée au PIB du fait de la haute proportion d'activités à haute valeur ajoutée dans leurs économies.

En données par habitant, la Suisse est légèrement au-dessus de la moyenne mondiale et la Suisse romande un peu en dessous. En tête du classement se trouvent des pays producteurs de matières premières et en queue des pays à très bas revenus par habitant. La Suisse, et donc la Suisse romande, se distinguent aussi par l'amélioration de leur productivité matérielle: en légère hausse en termes absolus (+6,4%) entre 1980 et 2010, la consommation intérieure de matières a baissé de -12,2% par habitant et de -35,4% en quantité rapportée au PIB, de bonnes performances parmi les pays industrialisés. D'autres études, faites par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), notamment, donnent des résultats similaires.

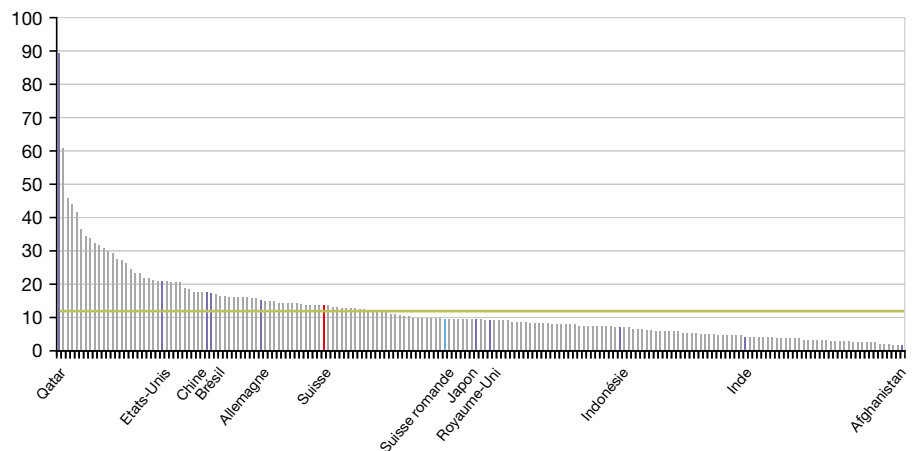
Consommation intérieure de matières par habitant et par pays, en 2010

— Moyenne

A côté de la Suisse et de la Suisse romande, les pays mis en évidence sont les cinq premières économies de la planète, les cinq pays les plus peuplés (qui recourent en partie la liste des précédents), ainsi que ceux qui sont caractérisés par les valeurs la plus élevée et la plus basse.

En tonnes par habitant

Sources: Sustainable Europe Research Institute, materialflows.net



Témoin de l'orientation vers les activités à haute valeur ajoutée

La proportion élevée d'activités à haute valeur ajoutée dans les tissus économiques suisse et romand a pour effet que le pays et la région importent des ressources de faible valeur, mais (ré)exportent des produits à forte valeur ajoutée. Cela s'observe dans les balances commerciales, physiques et monétaires. Les balances physiques sont en déficit, la quantité de matières importées étant plus élevée que celle de matières exportées, tandis que la valeur des ventes à l'étranger est plus élevée que celle des achats. En poids, les importations romandes sont principalement constituées d'agents énergétiques et de produits minéraux, ces deux groupes de ressources constituant les principaux éléments du déficit de la balance commerciale physique. A l'export, il s'agit en majorité de produits minéraux, de produits de la chimie-pharma et de produits alimentaires, agricoles et sylvicoles. En valeur, les importations sont principalement constituées d'instruments de précision, de produits de la chimie-pharma, de produits énergétiques et de machines. A l'exportation, les instruments de précision ainsi que les produits de la chimie-pharma dominent.

Balance commerciale

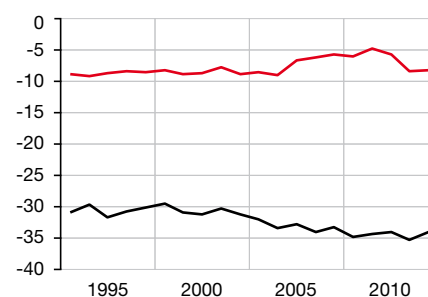
— Suisse romande
— Suisse

¹ En millions de tonnes

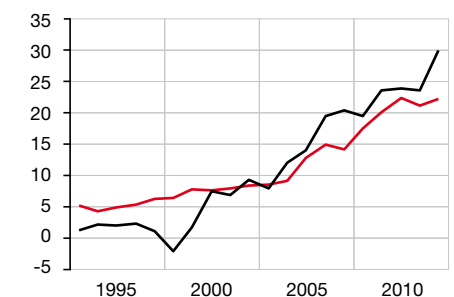
² En milliards de francs

Source: AFD

Physique¹



Monétaire²



Près de 4 kilos consommés à l'étranger par kilo importé

Pour disposer d'un panorama complet, il faut cependant aussi tenir compte de la consommation indirecte (ou «cachée») liée aux importations. En effet, selon l'OFS, la production de chaque kilogramme (kg) de matières importées en Suisse donne lieu, en moyenne, à la consommation de 3,9 kg de matières à l'étranger (déchets miniers, résidus agricoles, etc.). L'importation de 1 kg de bois brut entraîne ainsi une consommation cachée de 0,8 kg, et celle de 1 kg de pâtes alimentaires de 3,3 kg. Avec les métaux, les chiffres sont plus élevés: 180 kg pour 1 kg de cuivre et même 8500 kg pour 1 kg d'uranium. Les flux cachés les plus élevés concernent des métaux rares, comme le platine: près de 180 tonnes de matières par kg de métal.

A cela s'ajoute la partie non utilisée des ressources extraites à l'intérieur du pays (les extractions indigènes), qui n'entre pas dans l'économie (déblais de chantier, paille laissée sur les champs, etc.). Elle s'élève en Suisse romande à 4,8 tonnes par habitant et à 6,2 tonnes par habitant en Suisse (en 2012).

Au niveau suisse, la demande totale de matières, qui tient compte de ces flux indirects ou «cachés» à l'étranger, ainsi que de la partie inutilisée des ressources extraites sur le territoire national, se monte à 41,2 tonnes par habitant (en 2012), alors que la consommation intérieure s'élève, après déduction des exportations, à 11,5 tonnes par habitant. Sans déduction des exportations, la demande directe totale est naturellement un peu supérieure: 13,8 tonnes par habitant.

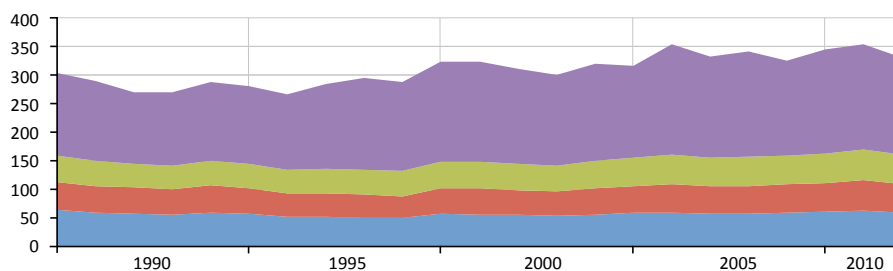
On constate qu'entre 1990 et 2012 la demande totale de matières (en chiffres absolus) en Suisse est passée de 304 millions de tonnes à 331 millions de tonnes (soit une augmentation de 9%). Dans le même temps, toujours en termes absolus, la consommation intérieure de matières a légèrement diminué, passant de 101 millions de tonnes en 1990 à 92 millions de tonnes en 2012 (soit une diminution de -9%). Toutefois, la population ayant augmenté durant cette période, la consommation intérieure de matières en termes relatifs a baissé de 15,0 tonnes par habitant en 1990 à 11,5 tonnes par habitant en 2012 (soit une diminution de -23,5%). Cela s'explique, entre autres, par une utilisation plus efficace des ressources, notamment grâce à l'augmentation des taux de recyclage, et par une hausse de la part des produits finis dans les importations, «laissant» ainsi à l'étranger des quantités croissantes de flux indirects.

Ces flux indirects (ou «cachés») sont difficiles à estimer et les chiffres les concernant sont à considérer avec prudence. Une estimation pour la Suisse romande, tenant compte de la spécificité de ses importations, ne serait donc pas forcément pertinente. De plus, les données comparables sur le plan international sont disparates et rares. Elles montrent toutefois que, même si l'écart est moins net, la Suisse est moins gourmande que d'autres économies industrialisées en termes de ressources. Et, partant de là, la Suisse romande également.

Demande totale de matières en Suisse

- Flux cachés liés aux importations
- Importations
- Extraction indigène non utilisée
- Extraction indigène utilisée

En millions de tonnes
Source: OFS



D'air et d'eau fraîche

L'eau et l'air ne sont pas pris en compte dans ces évaluations. Mais ils pourraient l'être. Par exemple, en 2013, à l'échelle nationale, les distributeurs d'eau en Suisse ont acheminé 917 millions de tonnes d'eau. En comparaison, la production d'hydroélectricité a turbiné (moyenne entre centrales au fil de l'eau et à accumulation) environ 30 milliards de tonnes d'eau en 2013. L'oxygène de l'air est quant à lui consommé par la combustion et intervient dans le bilan de matières (sous forme d'élément d'équilibrage), à hauteur d'environ 60 millions de tonnes.

Autres résultats

Outre la plus grande productivité matérielle de la Suisse romande, le Groupe écologie industrielle (rattaché à l'Institut des dynamiques de la surface terrestre de la Faculté des géosciences et de l'environnement de l'Unil) tire quelques autres constats de ses travaux, portant sur les années 2005 à 2012:

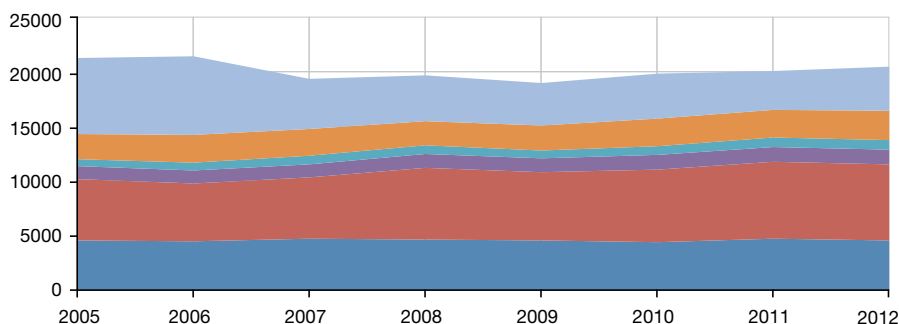
- Pour l'ensemble de la Suisse, les extractions totales de matières premières sont relativement stables. En Suisse romande, elles augmentent légèrement et représentent presque 20% des extractions de matières premières en Suisse.
- Les minéraux (gravier et sable pour la construction) représentent environ 75% des extractions de matières en Suisse. Mais ils ne comptent que pour environ 60% en Suisse romande. Le reste est constitué par la biomasse (produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche).
- La Suisse romande importe proportionnellement moins de produits à base de biomasse que l'ensemble de la Suisse, mais plus de produits fossiles. Cependant, les importations de produits de la biomasse sont en hausse et celles de produits fossiles en baisse, en raison d'une augmentation importante des importations de produits finis à l'échelle nationale; en d'autres termes, nous importons moins de pétrole brut et plus de produits pétroliers raffinés.
- En termes physiques, les exportations de la Suisse romande oscillent autour de 15% des exportations nationales. Le déficit de la balance commerciale physique romande s'amenuise légèrement, en raison d'une hausse des exportations de produits minéraux et alimentaires, agricoles et sylvicoles.

Le graphique suivant illustre l'évolution de la demande directe de matières en Suisse romande, notamment le recul de la part des produits fossiles importés.

Demande directe de matières en Suisse romande

- Produits fossiles (importés)
- Minéraux et produits à base de minéraux (importés)
- Métaux et produits à base de métaux (importés)
- Biomasse et produits à base de biomasse (importés)
- Minéraux (romands)
- Biomasse (romande)

En milliers de tonnes
Source: Unil



La méthodologie d'estimation des flux de matières en Suisse romande

Les bases méthodologiques des comptes de flux de matières sont développées par plusieurs organismes internationaux (ONU, OCDE, Eurostat...). Au niveau des données, en plus de celles de l'OFS et des informations sur les exportations et importations cantonales de l'Administration fédérale des douanes (AFD), quelques études régionales ont été utilisées. Une traite de la mise en place d'une comptabilité physique à Genève (SOFIES, 2010) et les autres sont consacrées aux stocks et flux de minéraux à Genève et en Valais (Faist-Emmenegger et al. 2003, SOFIES 2013). Concernant les importations et les exportations, aucune donnée n'existe sur les flux entre la Suisse romande et les 20 cantons non romands, considérés ici comme faisant partie du «reste du monde». L'hypothèse (relativement forte, à justifier dans le futur) est que les échanges en termes physiques entre ces deux régions s'équilibrent. La balance commerciale physique n'implique ainsi que les données cantonales de l'AFD.

Dans le domaine des extractions romandes, l'OFS dispose de données cantonales pour l'agriculture et la sylviculture. Pour évaluer les extractions de minéraux, les études concernant Genève et le Valais ont été croisées avec la Statistique structurelle des entreprises. Concernant le sel, la présence d'une seule saline en Suisse romande (à Bex, dans le canton de Vaud) a facilité l'estimation des quantités extraites.

Les extractions non utilisées sont estimées en pourcentage des extractions indigènes, de l'ordre de 84% actuellement. Les émissions dans l'environnement, elles, sont estimées par rapport à la population résidente sur la base des émissions nationales, soit environ 25%. Il s'agit principalement de dioxyde de carbone dans l'air.

Enfin, l'eau et l'air n'ont pas été pris en compte dans cette évaluation.

La question cruciale des ressources

«Ce qui n'est pas mesuré n'existe pas», avait déclaré le physicien Niels Bohr. Cette observation s'applique aussi souvent à la manière dont la société humaine interagit avec le monde: ce qui n'est pas chiffré n'est souvent pas pris en compte. Quantifier la consommation de matières lui donne donc une place dans l'appréhension par la collectivité de cette dimension de son activité.

C'est d'autant plus important que nous vivons dans un monde aux ressources d'une part limitées et d'autre part revendiquées par un nombre croissant de ses habitants. Les ressources naturelles ont longtemps été considérées comme disponibles en quantités suffisantes pour que la question des réserves ne fasse pas l'objet d'une attention particulière. Cette manière de voir était peut-être encore défendable lorsque la planète comptait quelques milliards d'habitants de moins qu'aujourd'hui. Par exemple, en 1950, il y avait 2,5 milliards d'humains sur terre. Mais nous sommes maintenant plus de 7 milliards.

La question de la disponibilité des ressources naturelles gagne en importance, comme en témoignent les débats autour du développement durable ou du changement climatique. L'établissement de bilans environnementaux, les projets d'écologie industrielle ou la comptabilité physique sont autant de démarches qui vont dans le sens d'une activité économique moins gourmande en ressources.

La connaissance des besoins en matières de notre économie revêt une autre importance, plus pragmatique. S'il faut des ressources pour faire tourner la machine économique et que celles-ci pourraient devenir plus disputées, et donc plus chères, une meilleure connaissance peut aider notre société à trouver un chemin lui permettant de moins en dépendre. Et pour les entreprises, une manière de mieux maîtriser leurs coûts.

Déjà des retombées en Suisse romande

Il ne s'agit pas d'une musique d'avenir. Des démarches ayant pour but de mutualiser les ressources (baptisées symbioses industrielles) existent et ont déjà produit des résultats. Sur le site de production chimique de Monthey, commun aux entreprises BASF, Huntsman et Syngenta, les besoins en vapeur sont couverts à hauteur d'un cinquième par des installations d'incinération des ordures ménagères et aux deux tiers par la chaleur issue d'une installation de production de courant électrique fonctionnant au gaz, relève l'Office fédéral de l'environnement.

Les cimenteries – trois des six sites suisses se trouvent en Suisse romande: Cornaux (NE), Eclépens (VD) et Péry (Jura bernois) – utilisent de plus en plus de déchets comme combustibles, ce qui permet d'économiser des ressources. Ainsi, en 2013, en moyenne suisse, 55,3% de l'énergie produite par les fours de ces installations provenait de combustibles dits «alternatifs»: bois usagé, boues d'épuration, graisses et farines animales, huiles usées, pneus usagés, plastiques, etc. Cinq ans plus tôt, ce taux de substitution n'était que de 46,5%, selon cemsuisse, l'association suisse de l'industrie du ciment.

Avec de nouveaux types de contrats, les Services industriels genevois cherchent à favoriser les économies d'énergie, en prenant par exemple en charge des investissements en échange d'une participation au résultat. Le canton de Fribourg soutient pour sa part des projets pour l'optimisation de la gestion des ressources dans plusieurs zones industrielles du canton. Le Jura fait partie des cantons qui s'efforcent de favoriser le développement d'entreprises dans le domaine des technologies vertes.

Entreprises, monde académique – comme le montre la présence d'un Groupe écologie industrielle à l'Unil – et pouvoirs publics cherchent comment limiter les émissions, mieux utiliser l'énergie, et économiser les matières, par exemple en transformant les déchets en ressources. En Suisse comme à l'étranger. Ces questions intéressent aussi l'Union européenne, les Etats-Unis et d'autres pôles économiques.

Exportations en hausse cinq années de suite

Hausse des ventes en Europe de l'Ouest

Si les exportateurs romands vont devoir affronter de puissants vents contraires en 2015, ces difficultés surviennent après plusieurs années relativement favorables. L'année 2014 s'est soldée par une progression de 3,7% de leurs ventes à l'étranger. Les exportations romandes sont ainsi parvenues à augmenter cinq années de suite, malgré l'appréciation du franc et une économie mondiale peu dynamique.

En 2014, l'impulsion est essentiellement venue des instruments de précision et des montres (54% du total), en progression de 6,6%. En revanche, les autres industries exportatrices importantes, la chimie-pharma (26% du total), les machines (7,3% du total) et les produits alimentaires (5,3% du total) ont connu de légères érosions, c'est-à-dire des baisses inférieures à -1%.

Sous l'angle géographique, la principale contribution à la hausse est revenue à la destination numéro un: l'Europe occidentale. Les ventes vers cette région, qui compte pour 46,4% de l'ensemble, ont augmenté de 5,9%. La deuxième destination la plus importante pour les produits romands, l'Asie du Nord-Est (19,5% du total), a affiché une hausse de 5,8%.

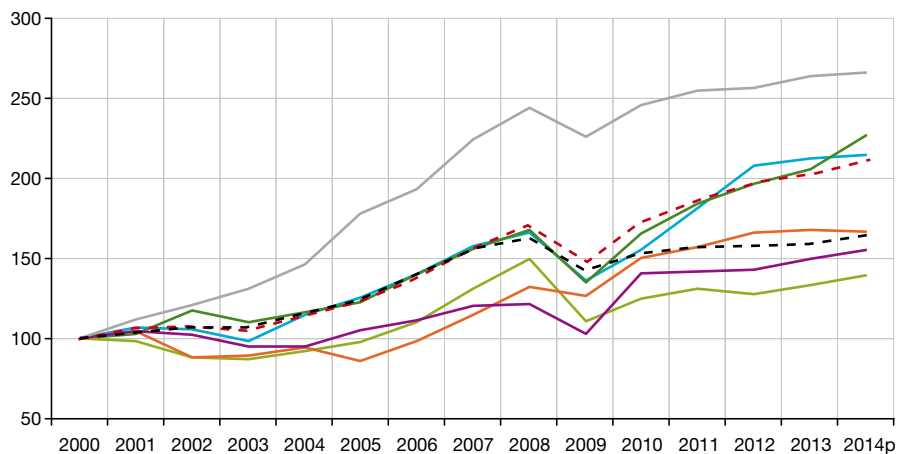
La progression la plus importante a été observée à Genève (+10,4%), grâce aux instruments de précision et à l'horlogerie. Ceux-ci ont également permis au Jura d'afficher une hausse de 4,6% de ses exportations. En Valais, l'augmentation de 3,6% revient à la chimie-pharma, ainsi qu'aux métaux et produits en métal. A Fribourg (+1,0%) et dans le canton de Vaud (+0,7%), l'impulsion est avant tout venue des instruments de précision et de l'horlogerie. A Neuchâtel (-0,4%), un repli de la chimie-pharma n'a pas été compensé par les autres industries du canton.

D'un montant de 57,5 milliards de francs en 2014, les exportations romandes représentent 27,6% des exportations suisses, c'est-à-dire plus que le poids du PIB romand dans le PIB national. Les exportations romandes progressent aussi plus rapidement que les ventes de produits suisses à l'étranger dans leur ensemble: +6,2% par année entre 2004 et 2014, contre +3,6% par an en moyenne nationale.

Evolution comparée des exportations suisses, suisses romandes et par canton romand

- Fribourg
- Genève
- Jura
- Neuchâtel
- Valais
- Vaud
- - - Suisse romande
- - - Suisse

Indice. Base 100 = 2000.
p = données provisoires.



Exportations par habitant

En francs courants, classement selon les données 2014.

p = données provisoires.

	2012	2013	2014p
Neuchâtel	61 937	61 916	61 301
Genève	34 754	35 886	38 965
Fribourg	32 773	32 851	32 574
Vaud	18 142	18 278	18 172
Jura	14 635	15 160	15 713
Valais	9 306	9 622	9 848
Suisse romande	26 171	26 524	27 137
Suisse	24 955	24 720	25 297

PIB 2014 ainsi que prévisions 2015 et 2016 par secteur économique

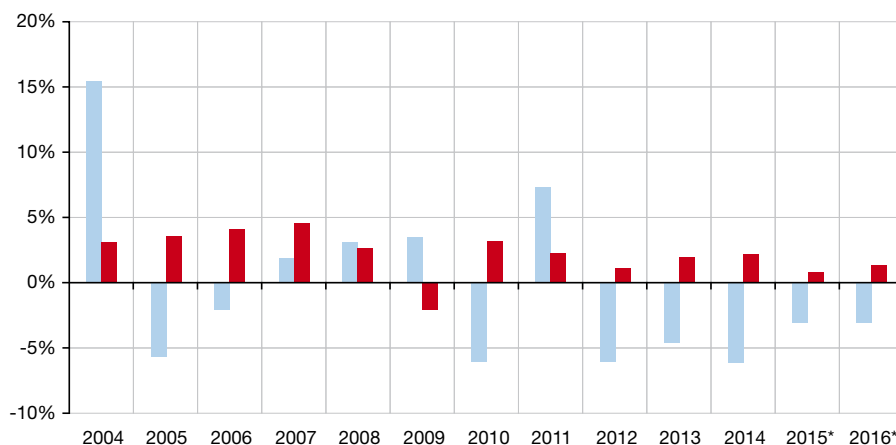
Primaire: production en hausse

Malgré des conditions météorologiques inhabituelles, caractérisées par un été pluvieux précédé d'un printemps chaud et suivi d'un automne favorable, la valeur de la production agricole a augmenté. Aussi bien la production végétale que la production animale en ont bénéficié et la hausse s'est inscrite à 4,6%. Malgré cela, le secteur primaire reste dans une situation délicate, certaines filières, telles que la production de lait ou de viande porcine, faisant face à des difficultés depuis plusieurs années. Les autres facteurs permettant au secteur de se stabiliser, développement des activités extra-agricoles et gains en productivité notamment, ne permettent pas d'éviter un repli de la valeur ajoutée, estimé à -6,2% en 2014 et prévu à -3,1% en 2015 et 2016. L'évolution est cependant moins volatile qu'une dizaine d'années auparavant.

Evolution comparée du secteur primaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur primaire
■ Suisse romande

*Prévisions



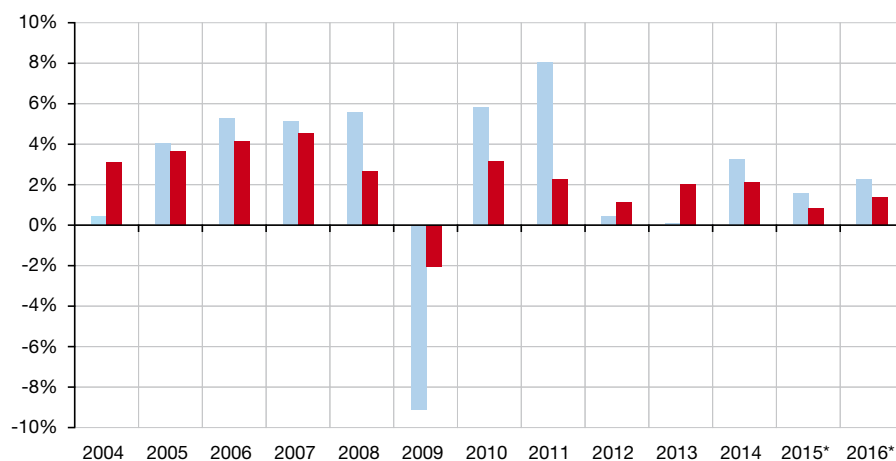
Secondaire: accélération en 2014 – Perspectives mitigées

Après une année 2013 mitigée, le secteur secondaire a bénéficié d'une solide croissance en 2014, estimée à 3,2%. Malgré une conjoncture mondiale peu dynamique, les branches fortement exportatrices, machines et chimie-pharma, ont affiché un bilan positif. Même constat pour la construction, malgré un tassement du marché de l'immobilier et du génie civil. Cette année s'annonce moins favorable en raison de l'effet négatif de l'abandon du cours plancher de l'euro face au franc sur les exportations suisses. L'industrie des machines devrait être la plus touchée et le secondaire pourrait voir sa croissance reculer à 1,6% en 2015. Si l'embellie de l'environnement mondial et l'allègement de la pression haussière sur le franc attendus se concrétisent, la hausse de la valeur ajoutée pourrait s'accélérer à 2,2% en 2016.

Evolution comparée du secteur secondaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur secondaire
■ Suisse romande

*Prévisions



Tertiaire: plusieurs facteurs pèsent sur l'activité

Malgré la bonne tenue de l'économie intérieure, le tertiaire a vu sa croissance se replier de 2,9% en 2013 à 1,8% en 2014. Une combinaison de plusieurs facteurs peut expliquer cette évolution. Notamment, le climat de consommation, sans être déprimé, cède un peu à la morosité. De plus, les services aux entreprises et activités immobilières ressentent les effets du tassement de la dynamique sur le marché immobilier et de la prudence des entreprises dans un environnement international toujours teinté d'incertitudes. A l'inverse, les services financiers ainsi que les services public et parapublic restent pour leur part dans une situation favorable, sans que cela compense les facteurs négatifs. Une nouvelle décélération est possible en 2015, à 0,6%, avant une remontée à 1,1% en 2016.

Evolution comparée du secteur tertiaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur tertiaire
■ Suisse romande

*Prévisions



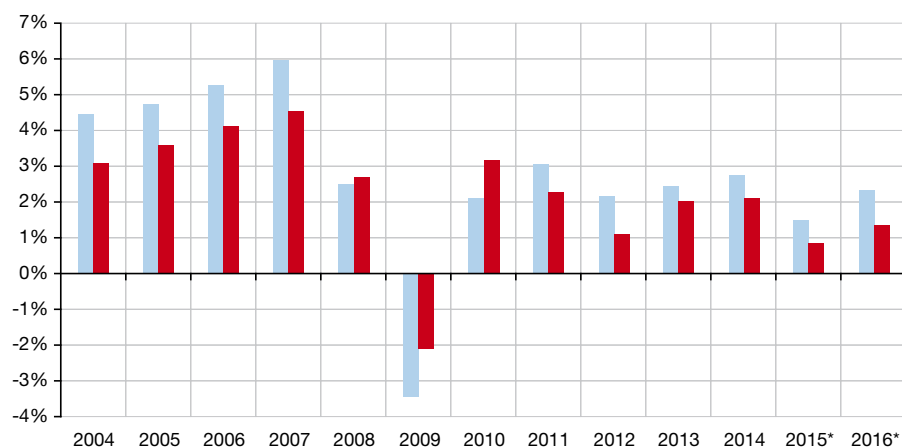
Quatenaire: toujours un soutien

L'économie romande continue de bénéficier du soutien de son secteur quaternaire, c'est-à-dire les domaines des secteurs secondaire et tertiaire dans lesquels le savoir-faire et l'innovation sont déterminants. Aussi bien tournées vers les exportations que vers la demande intérieure, les branches des moyennes et hautes technologies et industries du savoir ont affiché une progression de leur valeur ajoutée sensiblement supérieure à celle de l'ensemble de l'économie romande, 2,8% en 2014. Chimie, fabrication d'instruments de précision et horlogerie, services financiers et santé: de nombreux domaines y ont contribué. Pour 2015, une décélération à 1,5% est attendue, à la suite de l'appréciation du franc après l'abandon du cours plancher, avant un redémarrage à 2,3% en 2016 sur fond d'amélioration attendue des conditions pour l'économie suisse et romande.

Evolution comparée du secteur quaternaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Branches des moyennes et hautes technologies et industries du savoir
■ Suisse romande

*Prévisions



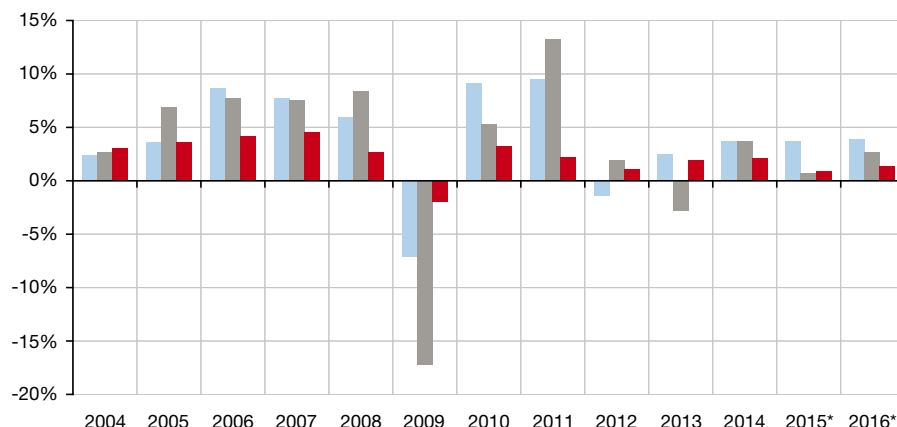
Branches industrielles: solides en 2014, contrastées ensuite

Malgré un environnement toujours mitigé et un franc déjà surévalué, les branches industrielles ont affiché une solide croissance en 2014: 3,7% pour la chimie-pharma, 3,8% pour l'industrie des machines et même 4,2% pour l'industrie alimentaire. Avec l'abandon du cours plancher de l'euro face au franc et l'appréciation du franc face à l'euro qui a suivi, 2015 et 2016 s'annoncent très différentes. Un fléchissement à 3,4% cette année puis une baisse à 0,6% l'an prochain sont attendus dans l'industrie alimentaire. Les fabricants de machines, instruments de précision et montres pourraient quant à eux voir leur croissance reculer fortement, à 0,8% en 2015, avant de rebondir à 2,6% en 2016 si l'environnement s'améliore comme attendu. Enfin, la chimie-pharma devrait afficher une grande stabilité, avec une croissance attendue à 3,8% cette année comme l'an prochain.

Evolution comparée des branches industrielles et du PIB romand (valeurs réelles)

Chimie, pharma
Machines, instruments, horlogerie
Suisse romande

*Prévisions



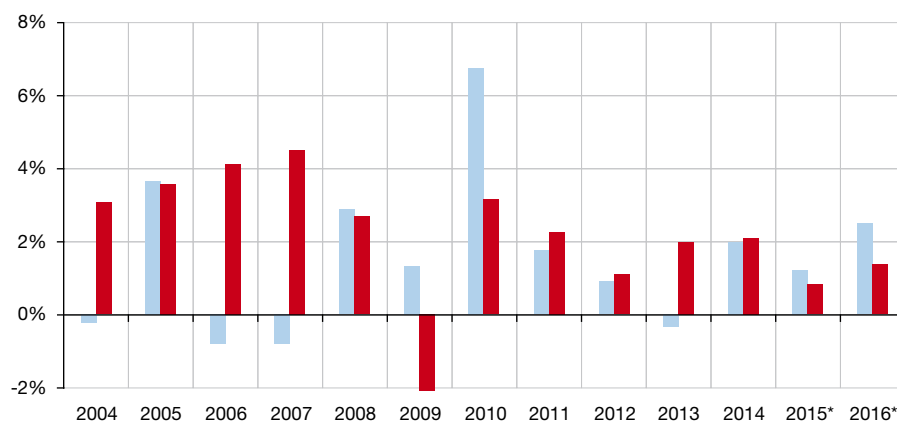
Construction: normalisation de l'activité

La construction a réalisé sur le plan national un chiffre d'affaires record en 2014, dépassant la barre des 20 milliards de francs. Selon les données de la Société suisse des entrepreneurs, cela s'explique par une hausse des investissements dans le bâtiment, qui a compensé un repli dans le génie civil. Avec une croissance de 2,0%, la construction romande en a profité, malgré un ralentissement du marché immobilier dans plusieurs régions en raison des mesures prises au niveau national pour freiner la demande (composition des fonds propres des acheteurs, etc.) ou des conséquences de l'application de l'initiative sur les résidences secondaires. L'activité devrait légèrement fléchir en 2015, avec une hausse de la valeur ajoutée attendue à 1,2%, puis rebondir en 2016 (+2,5%). La perspective de la mise en œuvre de l'initiative dite «Contre l'immigration de masse» continue de faire planer une certaine incertitude, mais ses effets ne seront pas quantifiables tant que les dispositions d'application ne seront pas déterminées.

Evolution comparée de la construction et du PIB romand (valeurs réelles)

Construction
Suisse romande

*Prévisions



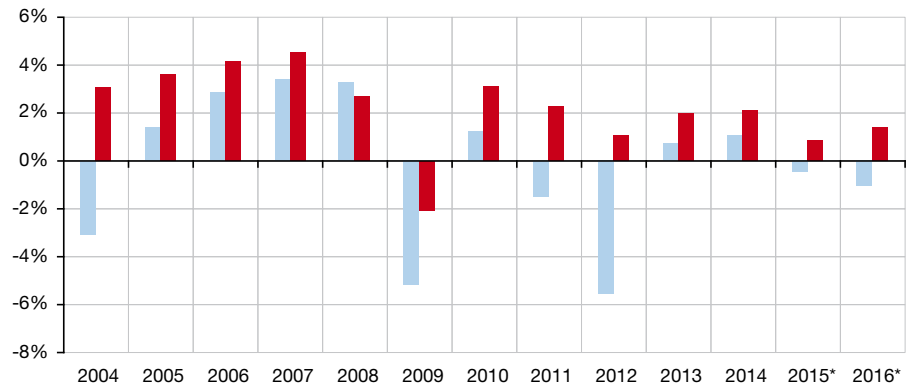
Hôtellerie-restauration: stabilisation de courte durée

La stabilisation de l'hôtellerie-restauration s'est poursuivie en 2014. Dans l'hôtellerie, le nombre de nuitées en Suisse romande a poursuivi sa hausse, à 1,0%. L'essentiel de la progression a été réalisé grâce aux hôtes suisses, mais les hôtes provenant de l'étranger y ont également contribué. Si certains, comme les Américains, les Saoudiens, les ressortissants des Emirats arabes unis, les Anglais ou les Chinois ont plus séjourné dans les hôtels romands, d'autres, tels que les Belges, les Japonais et les Russes ont cependant été moins nombreux. Dans la restauration, l'été pluvieux a pesé sur les chiffres d'affaires. Au final, la valeur ajoutée de la branche a progressé de 1,0% en 2014. Une dégradation de la demande étrangère en raison de l'appréciation du franc combiné à une accentuation de la morosité du climat de consommation liée au repli de la croissance pourrait conduire à des baisses de la valeur ajoutée de -0,5% en 2015 et -1,1% en 2016.

Evolution comparée de l'hôtellerie-restauration et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Hôtellerie-restauration
■ Suisse romande

*Prévisions



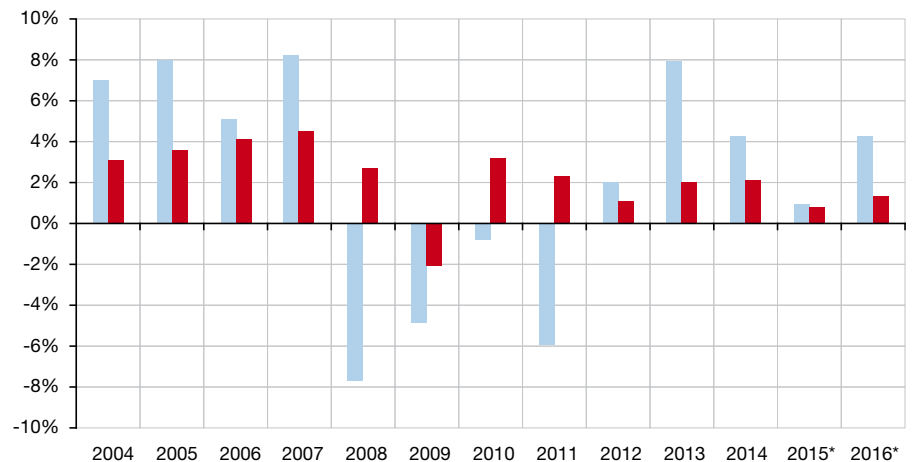
Services financiers: l'arrivée des taux négatifs

Malgré un tassement de la croissance à 4,3% en 2014, les services financiers sont restés la branche de l'économie romande dont la valeur ajoutée a le plus progressé l'an dernier. Si le phénomène de rattrapage observé en 2012 et 2013 après quatre années difficiles semble terminé, la branche a bénéficié d'un environnement boursier favorable et de la demande de services provenant d'une économie romande toujours robuste. Toutefois, les défis restent nombreux: densification de la réglementation en Suisse, renforcement de la coopération transfrontalière en matière fiscale ou règlement du différend fiscal avec les Etats-Unis. Mais ce sont surtout des performances boursières qui pourraient être moins favorables et les effets des taux d'intérêt négatifs qui devraient conduire à un recul de la croissance à 0,9% cette année. Un rebond à 4,3% est possible en 2016.

Evolution comparée des services financiers et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Activités financières et assurances
■ Suisse romande

*Prévisions



Services aux entreprises: tassement de la dynamique

Avec une valeur ajoutée en hausse de 1,5% en 2014, les services aux entreprises et les activités immobilières ont continué de voir leur dynamique fléchir en 2014. Cela peut s'expliquer notamment par un ralentissement de l'implantation de quartiers généraux d'entreprises internationales, la prudence des entreprises dans un environnement international toujours incertain ou le tassement observé dans certaines régions sur le marché immobilier. Avec le ralentissement de la conjoncture et la force du franc, combinés à des incertitudes toujours présentes sur la réforme de la fiscalité des entreprises ou la mise en œuvre de l'initiative dite «Contre l'immigration de masse», la croissance devrait continuer de fléchir, à 0,6% en 2015. Seule une timide reprise, à 0,8%, est attendue en 2016.

Evolution comparée des services aux entreprises et du PIB romand (valeurs réelles)

Services aux entreprises
Suisse romande

*Prévisions



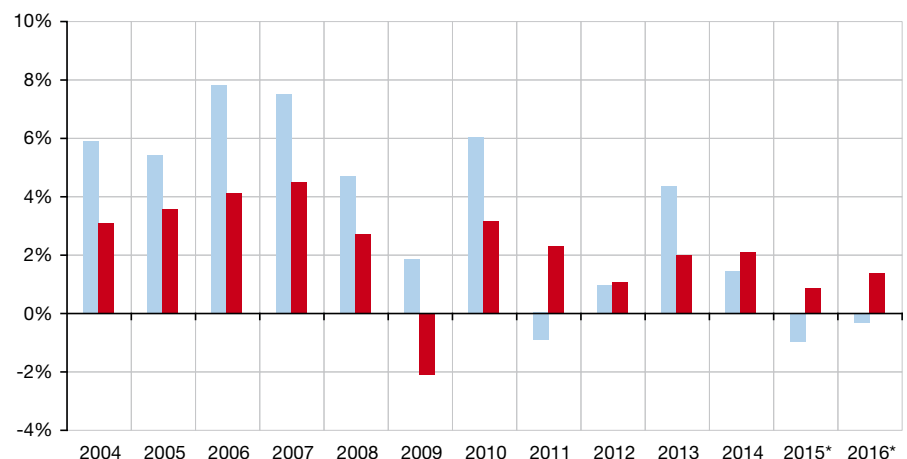
Commerce: consommation en berne

Malgré une démographie toujours favorable et une conjoncture romande dynamique ces dernières années, une certaine morosité s'est installée dans le climat de consommation. Les nouvelles en provenance de l'économie mondiale – et en particulier de la zone euro – n'ont pas incité à l'euphorie. Pour les détaillants, la concurrence du tourisme d'achat est restée présente. Dans le négoce de matières premières, la baisse des cours des produits de base a pesé sur l'activité. Au final, la croissance du secteur du commerce s'est repliée à 1,5% en 2014. Avec la baisse de la croissance romande attendue en 2015, le climat ne va guère s'améliorer et un fléchissement de l'activité de -0,9% est prévu. Comme dans les services aux entreprises, la détente pourrait être lente et l'activité se contracter de nouveau de -0,3% en 2016.

Evolution comparée du commerce de gros et de détail et du PIB romand (valeurs réelles)

Commerce de gros et de détail
Suisse romande

*Prévisions



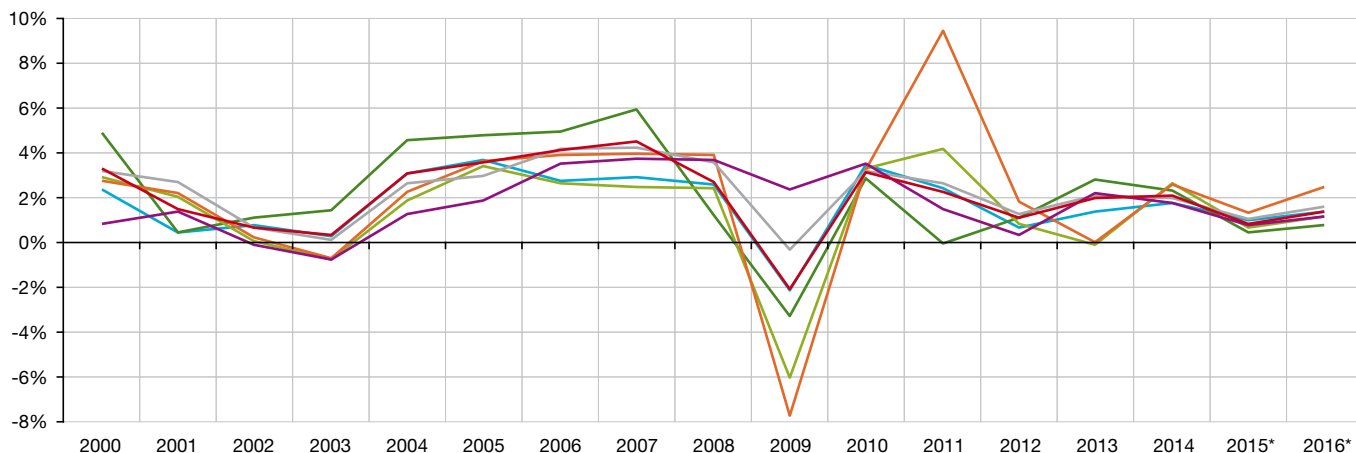
PIB 2014 ainsi que prévisions 2015 et 2016 en perspective cantonale

Une résistance et une dynamique communes

Les cantons romands ont affiché en 2014 des rythmes de croissance inscrits dans une fourchette relativement étroite, de 1,7% à 2,6%. Malgré un environnement international mitigé, l'activité a progressé dans la plupart des branches, de sorte qu'aussi bien les cantons dans lesquels le poids des domaines industriels est le plus élevé que ceux qui sont plus tournés vers le secteur tertiaire ont affiché une croissance réjouissante l'an dernier.

Cette année, la dégradation des conditions conjoncturelles à la suite de l'abandon du cours plancher devrait se traduire par une activité moins dynamique dans la plupart des branches, voire par une contraction dans certaines. Tous les cantons seront affectés et les prévisions de croissance pour 2015 s'inscrivent de nouveau dans une fourchette relativement étroite, de 0,4% à 1,3%.

L'amélioration progressive de l'environnement attendue en 2016 ne bénéficiera pas au même degré à toutes les branches. En fonction de leur profil, plutôt tertiaire ou tendanciellement plus axé vers les activités industrielles, les cantons romands devraient voir leur croissance diverger un peu plus que durant les années précédentes, avec des rythmes prévus entre 0,8% et 2,5%. Les prévisions pour 2015 et 2016 sont cependant à considérer avec une certaine prudence. De multiples incertitudes, sur les évolutions de la conjoncture européenne et du cours du franc, ainsi que de nombreux facteurs de risque, géopolitiques notamment, sont toujours présents.



Evolution comparée des PIB cantonaux et du PIB romand (valeurs réelles)

- Fribourg
- Genève
- Jura
- Neuchâtel
- Valais
- Vaud
- Suisse romande

*Prévisions

Conjoncture porteuse dans les six cantons romands

Les graphiques présentés sur cette page et la suivante montrent, pour chaque canton romand, comment a évolué son PIB et la valeur ajoutée de l'une de ses branches principales depuis 2004. Ces données sont comparées avec le PIB des six cantons romands. Les prévisions pour 2015 et 2016 figurent également sur ces graphiques.

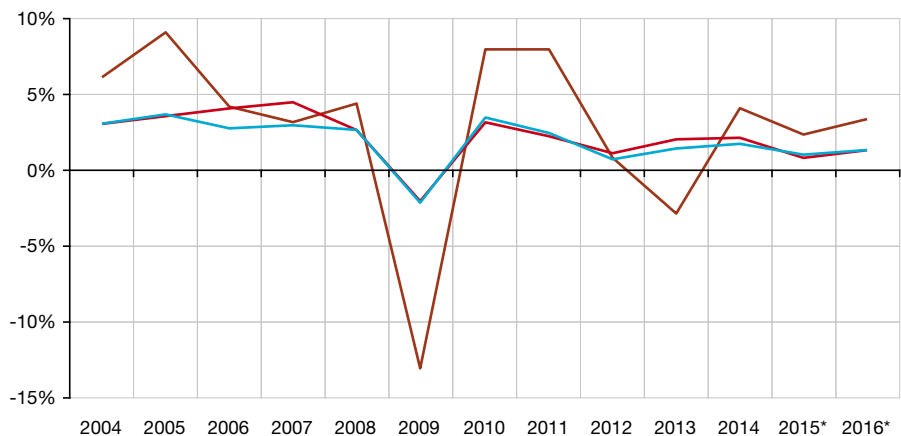
- Fribourg fait partie des cantons dans lesquels le secteur secondaire est, avec une part de 32,4% en moyenne entre 2004 et 2014, relativement important en comparaison avec la moyenne romande. Si l'industrie alimentaire y est très présente (7,2%), c'est également le cas des industries chimique et pharmaceutique (7,1%) et des machines (8,8%).
- Entre la gestion de fortune et le négoce mondial de matières premières, Genève dispose d'une place financière de premier plan, qui pèse quelque 18,8% de l'économie cantonale et semble avoir jusqu'ici relativement bien résisté, compte tenu des circonstances, aux conséquences de la crise financière et des changements en cours dans la gestion de fortune transfrontalière.
- Neuchâtel et le Jura sont deux cas particuliers en Suisse romande, avec des secteurs secondaires représentant respectivement 48,8% et 48,4% (moyenne entre 2004 et 2014) de leur PIB. A elle seule, la fabrication de machines, d'instruments et de montres constitue respectivement 29,2% et 27,4% de l'économie de chacun de ces deux cantons.
- En Valais, le poids du secteur secondaire dans l'économie (31,0%) est proche de celui observé à Fribourg. Une partie importante est constituée par la chimie et la pharma (12,5%). Ce canton se distingue également par un secteur de production et distribution d'électricité et d'eau (4,9%) plus présent qu'en moyenne romande (2,1%).
- La structure du canton de Vaud ressemble à celle de l'économie romande considérée globalement (près de quatre cinquièmes de tertiaire, un cinquième de secondaire et environ un pour cent de primaire). La première branche est le commerce (14,7% du total).

Fribourg

Evolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et fribourgeois (valeurs réelles)

— Machines, instruments et horlogerie
— Suisse romande
— PIB Fribourg

*Prévisions

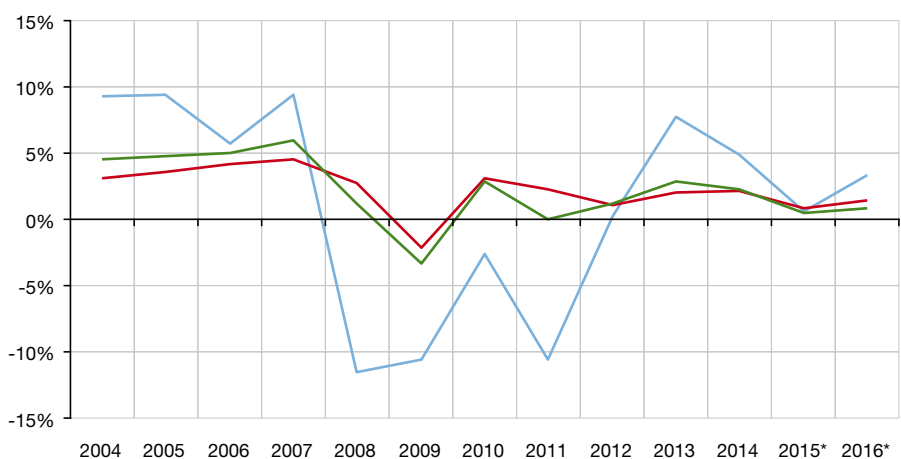


Genève

Evolution comparée de l'industrie financière et des PIB romand et genevois (valeurs réelles)

— Industrie financière
— Suisse romande
— PIB Genève

*Prévisions

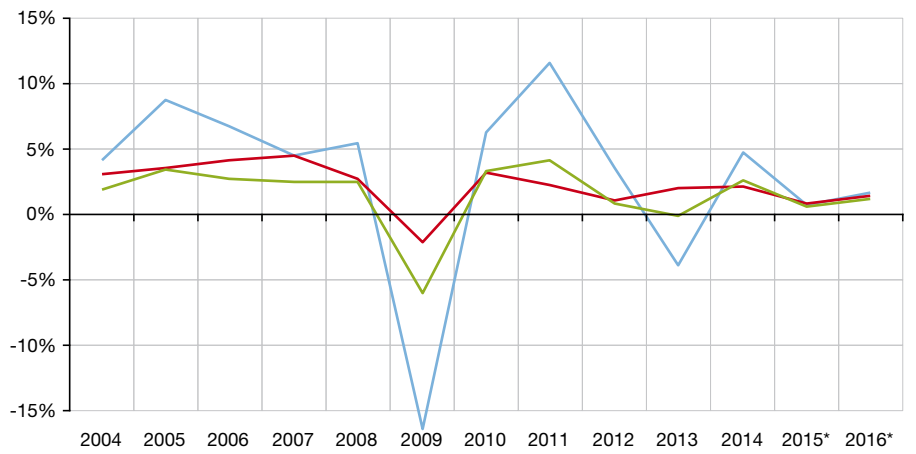


Jura

Evolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et jurassien (valeurs réelles)

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Jura

*Prévisions

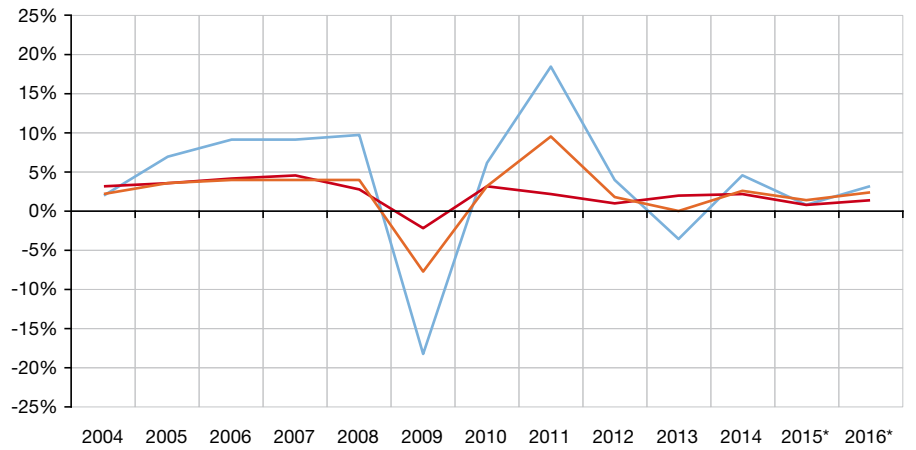


Neuchâtel

Evolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et neuchâtelois (valeurs réelles)

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Neuchâtel

*Prévisions

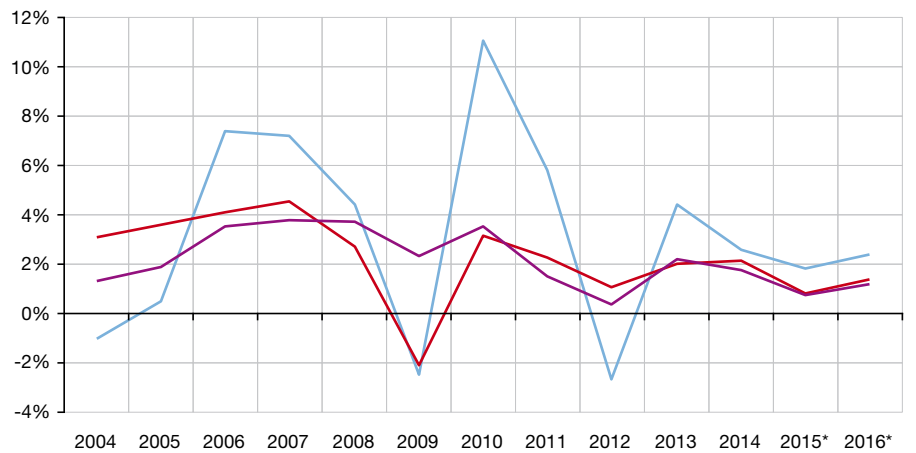


Valais

Evolution comparée de la chimie et des PIB romand et valaisan (valeurs réelles)

- Chimie
- Suisse romande
- PIB Valais

*Prévisions

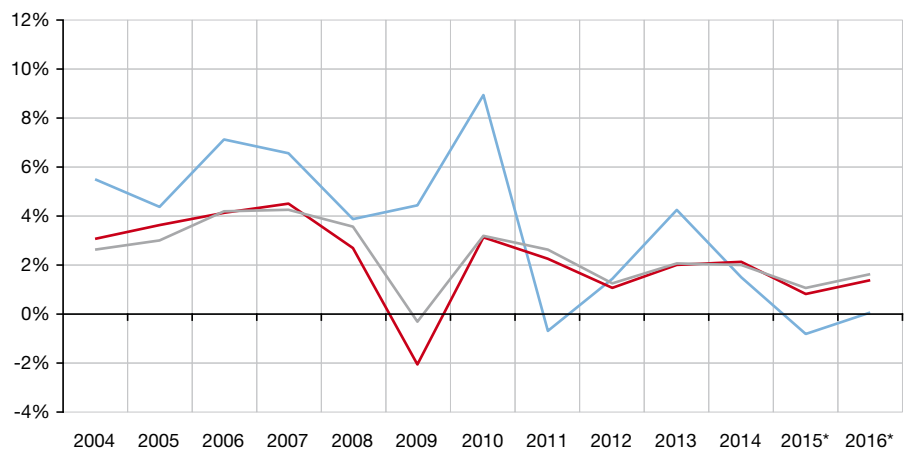


Vaud

Evolution comparée du commerce et des PIB romand et vaudois (valeurs réelles)

- Commerce
- Suisse romande
- PIB Vaud

*Prévisions



Les cantons romands en quelques chiffres et comparaisons avec la Suisse romande et la Suisse

* Après impôts, moins subventions

** Estimation

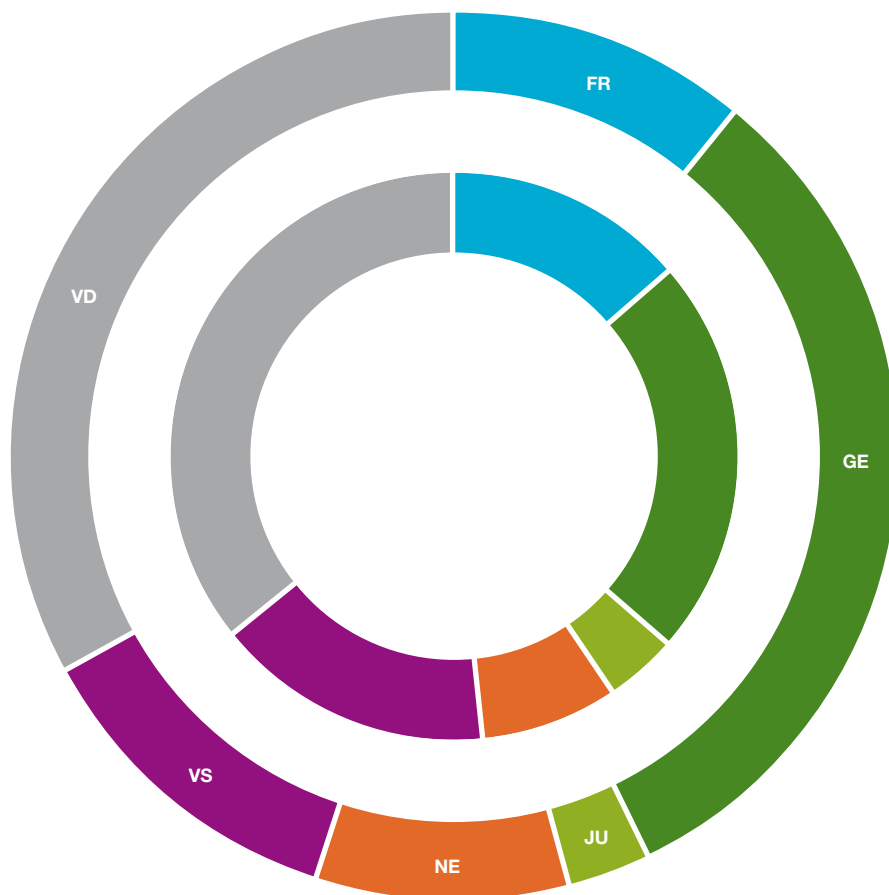
	Population 2014	Superficie (km ²)	Habitants/km ²	PIB nominal* 2014 (CHF mio)	PIB nominal*/habitant (CHF)	Equivalents plein temps (EPT, 2014**)	PIB nominal*/EPT (CHF)
Fribourg	303 343	1671	182	16 878	55 640	111 110	151 905
Genève	477 321	282	1690	50 104	104 970	280 534	178 603
Jura	72 396	839	86	4 520	62 437	33 111	136 515
Neuchâtel	177 303	803	221	14 690	82 852	85 675	171 461
Valais	331 794	5224	64	18 072	54 467	129 600	139 444
Vaud	761 157	3212	237	50 941	66 925	341 419	149 203
Suisse romande	2 123 314	12 032	176	155 205	73 096	981 450	158 139
Suisse	8 236 573	41 285	200	648 016	78 675	3 906 758	165 871

Comparaison de la part de la population et de la part du PIB* par canton

	Part de la population	Part du PIB
■ Fribourg	14 %	11 %
■ Genève	22 %	32 %
■ Jura	4 %	3 %
■ Neuchâtel	8 %	9 %
■ Valais	16 %	12 %
■ Vaud	36 %	33 %

* Nominal, après impôts, moins subventions.

Centre du graphique: part de la population.
Périphérie: part du PIB.



Retour sur les prévisions

Les estimations de croissance sont un art complexe. De la fin d'une année à la publication des comptes nationaux par l'OFS s'écoulent une vingtaine de mois. Pour les comptes cantonaux de l'OFS, il faut compter plus de deux ans. Entre-temps, le SECO diffuse une série d'estimations, qui peuvent être sensiblement révisées d'une fois à l'autre.

De plus, le changement de système de comptabilité nationale en 2014, avec le passage de SEC 97 à SEC 2010, a conduit au niveau national à des révisions de la valeur ajoutée pouvant être substantielles dans certaines branches. Au niveau des taux de croissance réels, les différences peuvent également être substantielles dans certaines branches pour certaines années. Ces révisions se répercutent sur les estimations des PIB cantonaux. De même, d'autres statistiques utilisées par l'institut Créa pour le calcul des PIB cantonaux font également l'objet de révisions périodiques. La méthodologie est expliquée en page 22.

Il s'ensuit que les données chiffrées du PIB romand peuvent quelque peu varier d'une édition à la suivante. Cependant, d'une année sur l'autre, les chiffres sont relativement cohérents et donnent une bonne vue de la dynamique économique.

C'est également le cas des prévisions, même si elles peuvent aussi être entachées d'erreurs plus ou moins sensibles. Celles-ci peuvent être dues en partie à des révisions de statistiques, mais aussi au fait que des éléments qui façonneront les années sur lesquelles elles portent ne sont pas encore connus ou sont difficiles à anticiper à l'instant où les prévisions sont établies. Prédire l'avenir n'est pas plus simple que mesurer le passé.

Les tensions financières qui ont marqué les années 2011 à 2013 en sont des illustrations. La perte de confiance et la dégradation de la situation économique qui en a découlé ont surpris par leur rapidité, leur ampleur et leur durée. Les surprises peuvent aussi être positives. Ainsi, début 2013, la croissance s'est accélérée en Suisse romande (comme dans l'ensemble du pays), alors que l'économie mondiale a continué de manquer de dynamisme.

Il reste que la dernière surprise importante en date est de nature négative, puisqu'il s'agit de l'annonce par la Banque nationale suisse de l'abandon du taux plancher de 1,20 franc pour 1 euro, le 15 janvier 2015. La forte appréciation du franc par rapport à l'euro qui a suivi a conduit à une forte révision à la baisse des prévisions de croissance.

Comparaison des estimations du PIB romand (valeurs réelles)

- Suisse romande — Estimation 2008
- Suisse romande — Estimation 2009 (*2009-2010: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2010 (*2010-2011: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2011 (*2011-2012: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2012 (*2012-2013: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2013 (*2013-2014: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2014 (*2014-2015: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2015 (*2015-2016: prévisions)



Méthodologie d'estimation du PIB romand

Le PIB romand est la somme des PIB des six cantons romands. Pour déterminer ces derniers, le Créa part des estimations du PIB suisse du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et de l'Office fédéral de la statistique (OFS) et de leurs découpages en branches: l'institut cherche à évaluer la part du PIB suisse revenant à chaque branche dans chaque canton pris en considération. Le PIB d'un canton est alors la somme des valeurs ajoutées de ses branches.

La méthode utilisée par le Créa repose sur les étapes suivantes:

1. Le point de départ est le compte de production par branche d'activité économique pour la Suisse, publié par l'OFS et le SECO. Pour chaque branche d'activité économique et au niveau suisse est calculée la valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps (EPT). Il s'agit de la valeur ajoutée unitaire (VAU), qui correspond à la productivité moyenne de l'emploi par branche.
2. Les valeurs ajoutées unitaires ne sont pas identiques au niveau cantonal et au niveau suisse et la différence – c'est du moins une hypothèse qui est faite – tend à se traduire par des niveaux de salaires différents. Des valeurs ajoutées unitaires par branche pour chacun des cantons pris en considération sont dérivées des chiffres moyens nationaux sur la base du niveau des salaires par branche.
3. Dans chaque canton pris en considération et dans chaque branche, la valeur ajoutée unitaire ajustée par les salaires est multipliée par l'emploi (en équivalents plein temps).
4. L'addition des valeurs ajoutées de toutes les branches donne la valeur ajoutée cantonale totale. Des ajustements sont prévus pour intégrer la valeur locative des immeubles occupés par leur propriétaire, qui est un service dont la valeur est comprise dans le PIB. Enfin, le PIB romand est la somme des PIB des six cantons romands.

Conceptuellement relativement simple, cette méthode implique en fait une série de calculs pointus. Les statistiques utilisées ne sont pas toutes directement compatibles entre elles et des ajustements peuvent être nécessaires. Début 2013, la méthodologie a vu l'intégration dans les calculs des estimations des PIB cantonaux de l'OFS (portant sur les années 2008 à 2012). Bien qu'étant encore provisoires, ces valeurs ont été utilisées comme référence pour les estimations des PIB pour les années concernées. La méthode est encore susceptible d'évoluer.

Méthodologie d'estimation de la prévision du PIB romand

Les prévisions cantonales et par branche sont obtenues en partant de l'hypothèse que, pour chaque branche, le taux de croissance trimestrielle de la valeur ajoutée réelle peut s'écarter de sa valeur de long terme en fonction du contexte économique national et international. Ce dernier est apprécié par une palette de prévisions publiées par le SECO, le FMI et l'OCDE: croissance attendue du PIB de la Suisse, de l'Union européenne, des Etats-Unis et de la Chine, évolution du prix du pétrole, de la valeur externe du franc suisse, des taux d'intérêt, etc. Le modèle est calibré économétriquement sur une base des données historiques. Les prévisions sont calculées pour plus de 80 branches, pour chacun des six cantons romands, et pour chaque trimestre de 2015 et 2016, avant d'être agrégées au niveau souhaité.

Etant donné l'incertitude qui subsiste encore sur la durabilité de la reprise mondiale, les prévisions présentées ici doivent être interprétées avec une certaine prudence.

Plus de détails figurent dans le document «Estimation du PIB romand» disponible sur internet: <http://www.hec.unil.ch/crea/publications/autrespub/PIBRomand0508.pdf>

La version électronique de ce rapport peut être téléchargée depuis les sites web suivants:

www.bcf.ch www.bcvs.ch www.bcj.ch
www.bcn.ch www.bcge.ch www.bcv.ch
www.hec.unil.ch/crea www.forumdes100.com

Note: les estimations du PIB romand et des PIB cantonaux, ainsi que les prévisions pour 2015 et 2016 ont été calculées par le Créa. La première comptabilité physique de la Suisse romande a été réalisée par le Groupe écologie industrielle de l'Institut des dynamiques de la surface terrestre de la Faculté des géosciences et de l'environnement de l'Université de Lausanne.

Impressum

Cette étude a été réalisée conjointement par:

- Jean-Pascal Baechler, conseiller économique, BCV
- Bruno Giussani, producteur, Forum des 100
- Caroline Plachta, secrétaire générale, BCN
- Christian Jacot-Descombes, porte-parole, BCV
- Philippe Le Bé, journaliste économique, L'Hebdo
- Paul Coudret, conseiller économique, BCF
- Délia Nilles, directrice adjointe, Créa
- Jean-Yves Pannatier, responsable de la communication, BCVS
- Hélène De Vos Vuadens, responsable de la communication, BCGE
- Claudio Sfreddo, chef de projet, Créa
- Serge Voisard, responsable de la communication, BCJ

Conception graphique

- Demian Conrad Design, Lausanne. Art direction Demian Conrad, assistante Elena Panetti.

© 7 mai 2015, Banques cantonales romandes et Forum des 100.

La force économique de la Suisse romande en six points

- En 2014, le PIB de la Suisse romande s'est monté, en termes nominaux, à 155,2 milliards de francs
- En 2014, le PIB de la Suisse romande a représenté 24,0% du PIB suisse
- En 2014, le PIB de la Suisse romande a augmenté de 2,1% en termes réels
- En 2015, la croissance devrait ralentir en Suisse romande, à 0,8%
- En 2016, une réaccélération de l'activité est possible en Suisse romande, à 1,4%
- La croissance de la Suisse romande devrait être similaire à celle de la Suisse en 2015 et un peu plus basse en 2016